

# LE POSTILLON

## Marcel Gauchet: « La France ne sera plus une grande puissance »

Dans « Comprendre le malheur français » (Stock), le cofondateur de la revue « Le Débat » analyse les splendeurs et misères françaises. Et veut croire en un sursaut.

Pour notre bonheur, Marcel Gauchet se penche sur notre malheur. Dans un savant essai\*, le philosophe dessine une fresque historique, une sorte d'arc chronologique qui va montant, très haut, puis peu à peu descendant, depuis le « moment louisquatorzien » jusqu'à notre époque mondialisée où priment la « sidération », le repli et comme un vide existentiel. Ceux qui s'illusionnent en pensant que la France peut encore influencer sur la marche du monde doivent s'épargner la conclusion du cofondateur de la revue *Le Débat*. Elle fait figure de rupture ou de

blessure qu'il est difficile d'assimiler quand on se remémore Louis XIV, la Révolution française, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le rayonnement de la culture française, Louis Pasteur, le dreyfusisme, la Résistance, le gaullisme, le nucléaire, Arianespace. « *La France est rentrée dans le rang des petits pays* », postule Marcel Gauchet, qui explique et date cette nouvelle donne par l'entrée – manquée – du pays dans la mondialisation, soit après le choc pétrolier de 1973. La responsabilité en incombe en priorité aux élites politiques, économiques et ■■■

### Le diable s'habille en ministre

PAR SÉBASTIEN LE FOL

Si l'essayiste Philippe Muray était encore de ce monde, il s'intéresserait à Juliette Méadel, notre nouvelle secrétaire d'Etat chargée de l'Aide aux victimes. « A nouvelle guerre, nouveau ministère », explique « Le Monde » (1), qui voit dans ce portefeuille une « réplique moderne du secrétariat d'Etat aux Anciens combattants ». Les victimes en question sont avant tout celles des attentats commis sur notre sol. Mais pas seulement. Juliette Méadel jouera aussi un rôle de

saint-bernard auprès de « toutes les victimes de catastrophes naturelles ». Nul ne conteste le devoir de solidarité. Toutefois la place singulière accordée aux victimes est symptomatique de notre société (2). Celles-ci ont désormais leur ministère, au même titre que les militaires, la police ou les agriculteurs. « La situation de victime est devenue un statut qui entraîne une reconnaissance sociale (...), notait déjà en 2009 Daniel Soulez-Larivière (3). La victime suscite un consensus, et un élan de

solidarité matérielle mais souvent purement émotionnel ». L'avocat voit à juste titre une dimension quasi religieuse dans le victimisme. « Dans ce vieux pays catholique, la recherche du diable et du péché reste une valeur sûre. » Ce diable se cache même derrière les catastrophes naturelles. On ne le chasse plus dans les églises, mais au palais de justice, et désormais dans ces satanés ministères...

1. 4 mars 2016. 2. « La société des victimes », de Guillaume Erner (La Découverte). 3. « Pouvoirs », n° 128.

■■■ intellectuelles. Déconnectées, elles n'ont rien vu de ce qui advenait et, quand elles ont saisi, ont eu tout faux (conversion à une Europe mal pensée, néolibéralisme néfaste et oubli de l'Histoire), selon l'auteur. A ce titre, François Mitterrand en est la plus éloquente illustration. L'intellectuel se veut néanmoins optimiste et adjoint à cette déploration d'une France reléguée un « *Et alors ?* » Pour ces raisons : « *Nous avons basculé dans un monde où l'hégémonisme est en voie de disparition. C'est ailleurs, sur d'autres terrains, que le principal se joue. A défaut de puissance, il nous reste l'excellence et l'exemplarité dans les limites de nos moyens. La politique, la culture, la science, tout cela reste à notre portée.* » ■ S.M.

\* « Comprendre le malheur français » (Stock). Parution le 17 mars.

**Le Point:** Dans votre livre, vous dénoncez le rôle néfaste d'une certaine élite politique, médiatique et intellectuelle, mais vous semblez exonérer les Français. Ne sont-ils pas eux aussi responsables de leur histoire et devant l'Histoire ?

**Marcel Gauchet :** Il ne s'agit surtout pas de sanctifier le peuple comme s'il était la fontaine de toutes les vertus. Le peuple n'est pas plus fait de saints que ses gouvernants. Ce serait extraordinaire, dans un régime où il les désigne ! Il y a lieu de penser qu'il choisit des gens qui lui ressemblent. Mon objet n'est pas d'accuser les uns ou les autres. Je ne me comporte pas en juge, mais en analyste. J'essaie de comprendre la situation qui a conduit au divorce que nous constatons, dont une des données cruciales est qu'elle a détourné les élites de leurs obligations. Car il faut tout de même rappeler que l'ambition de gouverner, de diriger, d'inspirer implique des devoirs. D'autant plus qu'elle s'accompagne de moyens, en matière de connaissance du monde et de ses évolutions, supérieurs à ceux dont les peuples disposent. Or on est bien obligé de relever que ces devoirs ont été perdus de vue. Ce qu'il est permis de reprocher aux élites, et spécialement aux élites françaises, c'est de n'avoir pas fait l'effort de réflexion qu'exigeait le défi historique auquel nous sommes confrontés.

**Au-delà de la mobilisation des agriculteurs, les Français semblent démentir François Furet (« Les cendres de la Révolution fument encore ») par leur passivité incroyable, comme si l'audace révolutionnaire n'existait plus. Que s'est-il passé ?**

Plutôt que de passivité, je parlerais de résignation, une résignation mêlée de colère impuissante. C'est précisément la nouveauté qu'il faut comprendre. Nous vivions avec

l'impression que nous étions portés par le mouvement de l'Histoire. Il nous demandait d'agir pour hâter son cours, sans doute, mais nous pouvions nous reposer sur lui pour définir la direction. C'est ce support qui s'est effondré. Il s'ensuit une sidération générale qui touche le sommet comme la base. La désorientation est le fait fondamental de notre époque, car nous avons changé de monde. Et ce monde a la particularité de nous renvoyer à notre responsabilité : vous serez ce que vous voulez être. Mais cela réclame un gigantesque effort pour dominer ce qui actuellement s'impose à nous. Or nous n'y sommes pas prêts. D'où le vertige et la paralysie.

**« Elles ont honte d'être françaises, car la France est le mouton noir dans la compétition mondiale », écrivez-vous à propos des élites...**

C'est un constat. Ce souci chez beaucoup de jouer les premiers de la classe de la vulgate mondialisée dans sa version la plus dogmatique est d'observation quotidienne.

**On voudrait être allemand ? américain ?**

Plutôt américain. Allemand, cela reste provincial. Les Français ont une vieille vocation à l'universalité. Cela a correspondu à des réalités, la France a eu un rôle de modèle universel dans différents domaines au cours de son histoire. Paris, capitale des lettres et des arts, oui ! Paris, capitale des révolutions, oui ! En revanche, Paris, capitale du capitalisme, non ! C'est le problème, car c'est avant tout sur ce terrain que le rayonnement d'un pays se juge aujourd'hui. Cela explique le désamour d'une partie des élites pour un pays qui n'est plus dans la course et son désir de se raccrocher à ce qui fait modèle universel. En cela, paradoxalement, elle reste très française, sans le savoir. Les conséquences de cette attitude ont été ravageuses sur le terrain européen. Depuis le tournant impulsé par François Mitterrand, la défense des intérêts français a été systématiquement minorée par des gens dont le souci était d'apparaître comme les meilleurs serveurs de l'idée européenne. Résultat : nous ne pesons plus grand-chose en Europe. De l'universalité française, parfois pénible d'arrogance, nous sommes passés à l'universel contre la France.

**Vous préconisez « une nuit du 4 Août » de la nomenklatura. Cela passerait par quoi ?**

L'idée principale est que, pour faire accepter le principe des réformes, il faut commencer par réformer le sommet. Regardez notre système des nominations aux plus hauts postes. Il est d'un archaïsme clientéliste abracadabrant ! J'ai été étonné, par exemple, du peu de réactions à la nomination de Laurent Fabius à la présidence du Conseil constitutionnel. Le Conseil constitutionnel est-il là pour assurer une

Paris, capitale des lettres et des arts, oui ! Paris, capitale des révolutions, oui ! En revanche, Paris, capitale du capitalisme, non ! C'est le problème.



*« Ça vous chatouille ou ça vous gratouille ? »*

retraite dorée à un grand dignitaire? Imaginons que Hollande ne soit pas réélu en 2017: il retrouvera au Conseil constitutionnel Lionel Jospin et Laurent Fabius, qu'il aura nommés. Est-ce ainsi que l'on donne du crédit à une institution clé de la République? De manière générale, nous ne pouvons pas éviter une remise à plat du mode de fonctionnement du sommet de l'Etat. Voilà longtemps que le problème a été soulevé. L'urgence commande de passer à l'acte.

**Vous faites le constat de la fin des grandes idéologies extrêmes, gauche et droite, au sens où on les entendait dans les années 30. Depuis lors, la société vivrait dans un « extrême centre », qui inclurait les libéraux, les conservateurs, les socialistes... Nous serions moins dans une affaire de nature que de nuance. Comment traduire ce phénomène?**

Il y a une raison essentielle à cette convergence, qui est l'écroulement de la perspective qui alimentait les idéologies extrêmes, celle de la réunification de la société sous l'égide de l'Etat, au nom de l'ordre chez les conservateurs, au nom de la justice par la propriété collective chez les socialistes. Il n'y a plus en ce sens que des conservateurs libéraux et des socialistes libéraux, qui admettent la séparation de la société civile et de l'Etat. Cela se traduit en effet par le

brouillage des clivages traditionnels et une grande confusion. Mais il y a un autre facteur qui explique cet extrême centrisme et qui est loin de n'être que négatif. Dans le contexte concurrentiel créé par la mondialisation, la préoccupation du modèle collectif que nous avons à défendre en commun a pris le pas sur nos divisions internes. La question est moins de savoir s'il faut plus de libéralisme ou de socialisme que de préserver le cadre où ceux-ci peuvent s'exprimer. Il n'y a pas de pays qui ne soit en proie à de tels doutes identitaires. A ce titre, la campagne américaine est éloquent. La première puissance du monde ne sait plus réellement qui elle est ni où elle en est.

**Vous évoquez dans ce livre le drame des zones périurbaines. Est-ce là que vivent les nouveaux damnés de la France?**

C'est une part à la fois massive et cachée de la société française qui n'est prise en charge par personne. Les origines du phénomène ne sont pas mystérieuses. Mondialisation et européisation ont entraîné la dislocation de l'appareil productif français en laissant derrière elles des régions totalement ravagées. La métropolisation a créé des zones privilégiées concentrant la richesse et l'emploi, auxquelles les « moyens pauvres » n'ont que marginalement accès. L'inégalité ■■■

## LE POSTILLON

### IDÉES

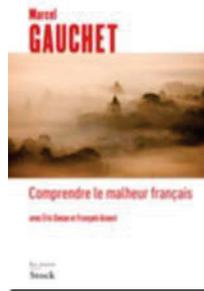
■■■ des territoires s'est creusée, l'inégalité de l'emploi aussi, sans oublier l'inégalité en matière d'éducation et de santé. Je pense que ce pays n'échappera pas à une politique d'aménagement du territoire pour remédier à cette fracture territoriale devenue béante. Or cette population est sans porte-parole. Étonnez-vous qu'elle se réfugie dans la protestation en votant Front national...

#### **Ce sentiment d'abandon a-t-il des précédents ?**

Je ne le crois pas, en tout cas, depuis le sort des classes laborieuses du début de l'ère industrielle. Le monde paysan, qui a énormément souffert de la modernisation globale, avait une forte cohérence sociologique et communautaire, de même qu'une représentation sociale et politique très forte. Cet encadrement a disparu. Le monde rural a tous les motifs de se sentir abandonné aujourd'hui. La classe ouvrière avait quant à elle ses organisations représentatives. Elle inspirait d'ailleurs une grande crainte aux classes dirigeantes. Aujourd'hui, elle n'impressionne plus personne. Une grève, même violente, fait trois lignes dans les journaux. Les milieux populaires n'ont plus de relais politiques.

#### **N'est-ce pas mentir à ces oubliés lorsque des politiques leur promettent un retour à une forme d'homogénéité culturelle, sinon ethnique ?**

Sur ce terrain, la démagogie est facile, alors que c'est le problème le plus difficile ! La France ne ressemblera plus à ce qu'elle a été. Retrouver le fil de l'Histoire est d'ailleurs le meilleur moyen de guérir de toute nostalgie. Le monde occidental a un pouvoir d'attraction vis-à-vis du reste du monde qu'il doit assumer. Si les immigrés viennent chez nous, c'est qu'ils espèrent y trouver quelque chose qu'ils n'ont pas chez eux. Il faut partir de cette sorte d'hommage à notre manière d'être pour bâtir avec eux un cadre solide, sans naïveté. Nous



« Comprendre le malheur français », de Marcel Gauchet, avec Eric Conan et François Azouvi (Stock, 320 p., 20 €). Parution le 17 mars.

nous devons d'incorporer la connaissance de la diversité mondiale dans notre code commun, sans renoncer aux principes fondamentaux sur lesquels il repose, en les approfondissant même. Ce pourrait être un projet collectif passionnant si nous parvenions à sortir de l'hystérisation qui paralyse habituellement la discussion.

#### **Dans le contexte d'une France en plein doute, comment favoriser l'assimilation des étrangers ?**

En la matière, le besoin primordial est de dompter les fantasmes en regardant les choses en face, en mettant les données sur la table, toutes les données. La querelle entre intégration et assimilation est le type même du faux débat. L'assimilation est le terme du processus. On ne peut pas en faire une politique. On ne peut pas demander à des gens qui viennent d'ailleurs de s'assimiler du jour au lendemain. Quand les gens sont là depuis trente ans, ils sont de fait assimilés. Ils ont adopté la culture environnante, à des exceptions minoritaires près. Maintenant, il faut faciliter ce parcours vers l'acquisition des codes fondamentaux de la société d'accueil par tous les moyens, à commencer par la langue. Le premier des ghettos est le ghetto linguistique. Malheureusement, il y a un paramètre que nous maîtrisons mal, qui est le marché du travail. Car le travail est l'intégrateur par excellence. Le gros des problèmes liés à l'immigration vient du chômage.

Par quoi expliquez-vous le glissement du libéralisme classique, qui acceptait le cadre de l'Etat-nation dans lequel tout s'organisait, y compris l'économie, vers un néolibéralisme qui, lui, s'affranchit du politique et de la nation pour dicter ses propres règles ?

Il y a ici deux phénomènes à bien distinguer. D'une part, la conversion générale à une règle libérale de base, la séparation de la sphère des libertés individuelles et de la sphère de

### Pour en savoir plus



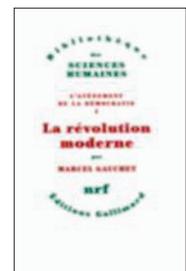
« Le Débat », revue intellectuelle fondée en 1980 avec Pierre Nora.



« Le désenchantement du monde » (Gallimard, 1985). Une histoire universelle de la religion d'un point de vue politique.



La condition historique (Stock, 2003). Réflexion et synthèse de ses travaux sur la religion, la politique et les totalitarismes.



« L'avènement de la démocratie » (Gallimard, 2007). Tétralogie portant sur la généalogie de la démocratie en Occident.

BALTEL/SIPA

l'autorité publique, nous en parlions à l'instant. Et, d'autre part, sur fond de cette acceptation du fait libéral, le développement d'un néolibéralisme qui n'a rien à voir avec le libéralisme.

En quoi sommes-nous devenus tous libéraux ? En ceci que nous acceptons un certain nombre de principes qu'on peut résumer en trois points : le respect des droits fondamentaux des individus, la séparation de la société et de l'Etat, notamment en économie, avec la propriété privée, et le caractère représentatif de l'Etat, c'est-à-dire les élections. Tout le monde est d'accord là-dessus. Ensuite, à l'intérieur de ce cadre, vous avez des conservateurs, des libéraux classiques et des socialistes. Le désarroi des gauches aujourd'hui vient de ce qu'elles n'ont pas tiré les conséquences de leur ralliement à ces principes. Le socialiste le plus à gauche n'a rien à leur objecter. Il est socialiste et libéral, qu'il le veuille ou non. En même temps, un courant idéologique extrêmement puissant s'est affirmé autour de l'idée que les sociétés sont essentiellement économiques, que les règles de l'économie sont universelles et qu'il faut sortir cette économie des sociétés constituées, c'est-à-dire des Etats-nations, en laissant jouer le mécanisme de marché à l'échelle globale. Les plus exposés à l'influence de ce néolibéralisme ne sont pas forcément ceux qu'on croit. Les Américains, très libéraux par tradition, restent avant tout des Américains, avec une idée patriotique de l'intérêt américain et de la puissance nécessaire. Ils sont beaucoup moins marqués par le néolibéralisme que nous, car, en Europe, du fait de l'ambition de dépasser les nations, ce néolibéralisme a pris une portée de référence idéologique qu'il n'a pas de l'autre côté de l'Atlantique. La grande crise de l'Europe est là, elle a perdu le sens du cadre politique.

**Passage capital de votre livre : l'entrée dans la mondialisation, un basculement que vous datez de la guerre du Kippour, du choc pétrolier puis de l'émergence du Japon...**

C'est un bouleversement énorme dont la mesure n'a pas été suffisamment prise, alors qu'il est la source de nos problèmes. Nous sommes passés d'un monde où les sociétés se définissaient de l'intérieur, en fonction de leur histoire, à un monde où elles se définissent par rapport à l'extérieur, au présent, dans un univers de compétition, pas seulement économique, et sans le concours de leur passé. Tous les problèmes d'identité viennent de là. On sait juste quel rang on occupe en termes de PIB ou de commerce extérieur. Mais cela ne suffit pas.

**En quoi Mitterrand a-t-il aggravé ce processus ?**

Mitterrand a compliqué ce défi, qui en est un pour tout le monde, par un immense mensonge. Il a trouvé le moyen de sortir de la nasse où il s'était enfermé en 1981, avec son programme de construction du socialisme dans un seul pays, en persuadant les Français que l'Europe allait leur permettre d'obtenir ce qu'ils ne pouvaient plus réaliser par leurs propres moyens. Aux Allemands la force économique, à nous la direction politique, et nous allons bâtir une « Europe sociale » à l'enseigne d'un sympathique internationalisme. Cela en pleine vague de globalisation néolibérale ! La désillusion a

« Nos politiques sont prisonniers d'un jeu étriqué. Le plus étrange est qu'ils n'ont pas l'air de se préoccuper beaucoup d'en sortir. »

été cruelle. Elle a durablement fâché les Français avec la mondialisation.

**La société, on l'a dit, est fracturée. Vit-on aujourd'hui une guerre civile blanche ?**

Ce mot de guerre civile est en effet dans les esprits. Il n'y a pas de menace directe, mais c'est la crainte qui hante la société française. Il est la conséquence de la crise politique que nous vivons. Ce qui garantit contre la guerre civile, c'est l'idée qu'il y a au-dessus de tous les éléments en ébullition une capacité de réflexion, de compréhension et de pacification de la société. Nous avons peur de cette explosion civile, car nous n'avons plus cette puissance de compréhension et de pacification nécessaire pour faire accepter les compromis et gérer des situations difficiles. Le jeu politique se réduit à des postures et ne paraît plus fournir de levier efficace. La République n'est plus désormais que l'invocation de ce que nous avons perdu. Les problèmes ont grandi et les hommes ont rapetissé, mais il n'y a pas de fatalité à cette situation.

**Qui, dans le personnel politique, peut être à la hauteur des défis que nous venons d'énoncer ?**

Personne, et je crois ce jugement largement partagé. Nos politiques sont désespérément prisonniers d'un jeu étriqué. Le plus étrange est qu'ils n'ont pas l'air de se préoccuper beaucoup d'en sortir.

**« La France ne sera plus jamais une grande puissance. Et alors ? » Telle est la conclusion de votre livre. Vous aussi, vous cédez donc au défaitisme ?**

Au contraire. La lucidité sur sa position est le commencement d'un exercice pertinent de la volonté. Nous ne serons plus une grande puissance, c'est-à-dire un pays qui, par ses capacités économiques et militaires, a les moyens d'influer sur la marche du monde en dictant ses solutions. En vérité, le projet de puissance est en train de perdre son sens. Nous avons basculé dans un monde où l'hégémonisme est en voie de disparition. C'est ailleurs, sur d'autres terrains, que le principal se joue. A défaut de puissance, il nous reste l'excellence et l'exemplarité dans les limites de nos moyens. La politique, la culture, la science, tout cela reste à notre portée. Nous avons eu jadis une école remarquable. Qu'est-ce qui nous empêche de retrouver cette qualité ? Que pouvons-nous faire vivre de notre grand passé ? Cette question devrait porter l'ambition d'un grand politique, mais nous n'avons, hélas, que de petits ambitieux ■ PROPOS RECUEILLIS PAR SAÏD MAHRANE